

ÉLECTION ET VIE QUOTIDIENNE

Avant-propos

Tout au long de l'année 2006, les préoccupations de la société malgache se sont focalisées sur l'élection présidentielle. Il était donc normal que le SeFaFi (*Observatoire de la vie publique*) ait fait siennes les attentes et les appréhensions de la société civile, et que, sur les sept communiqués de cette année 2006, il en ait consacré cinq à cet important scrutin.

Les inquiétudes étaient alimentées par le souvenir des irrégularités qui avaient marqué la précédente élection de 2001, et des graves troubles qui s'en étaient suivis. Aussi les responsables politiques, à commencer par le Président de la République, s'étaient-ils faits forts d'organiser une élection qui serait « un modèle pour l'Afrique »...

Conscient des insuffisances inhérentes à la préparation, au déroulement et au dépouillement du scrutin, le SeFaFi a proposé, pour sa part, une série de réformes susceptibles de renforcer la crédibilité nationale et internationale de l'élection. Entre autres, et pour ne citer que les plus importantes, la transparence du financement de la campagne électorale, la refonte des listes électorales, le bulletin unique, la neutralité de l'administration, l'accès égalitaire aux médias, etc.

Faut-il rappeler ici que pas une seule de ces suggestions n'a été prise en compte ? Le SeFaFi l'avait déjà constaté dans l'avant-propos du livret réunissant ses communiqués de 2005 : « *Ce qui est surprenant (...), c'est l'atonie (d'aucuns parlent même d'autisme) des responsables de la société politique face aux interpellations de toutes sortes. Qu'il s'agisse des partis d'opposition, des médias, des Eglises, des milieux patronaux ou syndicaux, et plus largement des associations de la société civile, même les interpellations les plus légitimes et les plus constructives se heurtent à un mur de silence - dont nul ne sait s'il marque l'indifférence ou le mépris...* »

Reste l'infime espoir que les gouvernants suivront les principales recommandations faites par les observateurs étrangers (EISA, SADEC, UE, etc.). Certes, elles sont strictement identiques à celles proposées par la société civile malgache ; mais chacun sait que nos dirigeants sont plus attentifs aux requêtes venant des étrangers qu'à celles de leurs propres concitoyens !

La vie d'un pays ne se réduit pas à une élection, même à celle du Président de la République. Car les citoyens ont d'abord besoin de conditions de vie qui s'améliorent, d'emplois rémunérateurs, d'écoles et de centres sanitaires de qualité, et d'infrastructures sociales adaptées et entretenues. Voilà pourquoi le SeFaFi s'est également attaché, en cette année électorale, à faire mieux connaître la situation économique et sociale du pays : non seulement du point de vue macro-économique, mais aussi et surtout du point de vue des citoyens et de l'évolution du niveau de vie.

Il faut le reconnaître, le fossé qui sépare les dirigeants et le peuple théoriquement souverain ne s'est guère comblé en cette année 2006. Raison de plus, pour le SeFaFi, de poursuivre sa tâche d'Observateur de la vie publique. Avec la conviction que la démocratie se construit d'abord par le travail persévérant de la société civile, dans un esprit de citoyenneté sincère et partagé.